



Dossier spécial | **Bilan de mi-mandat**

4^e TRIMESTRE 2021 | **HORS-SÉRIE**

VU D'EUROPE

Le magazine de la délégation française du Groupe *Identité et Démocratie*



Changer l'Europe, défendre les Français

Les 1000 premiers jours
de vos députés
au Parlement européen





IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE



SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE LA DÉLÉGATION
RASSEMBLEMENT NATIONAL
DU GROUPE IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

ID-FRANCE.EU



Mille jours au service des nations et des peuples

Jérôme Rivière. *Président de la délégation française du Groupe ID au Parlement européen*

Ce numéro spécial de *Vu d'Europe* que vous avez entre les mains le démontre : le travail accompli par notre délégation en seulement deux ans et demi a été d'une exceptionnelle richesse. Tant sur le fond, la défense de nos idées, que sur la forme, nos actions et initiatives, nos 23 députés n'ont cessé de travailler, innover, proposer.

Cette combativité a payé. Nous avons gagné en crédibilité. Nos débats ont porté. Nos idées ont infusé.

C'est peu dire, pourtant, que nous avons dû faire face à un environnement et un fonctionnement particulièrement hostiles, auxquels s'est encore ajoutée la crise du Covid, dont l'UE n'a eu de cesse de cyniquement profiter pour s'octroyer de nouveaux pouvoirs aux dépens de la représentation parlementaire.

Il n'empêche : notre délégation a pu obtenir plusieurs rapports, jusque-là confisqués, mais aussi de multiples avis, faire adopter des résolutions, rallier à nombre de ses textes des élus de toutes tendances politiques. Nous avons été reçus par des chefs d'État

et de gouvernement, sommes devenus des interlocuteurs incontournables des médias. Et ce n'est qu'un début...

Car en plus d'avoir fait mentir les éternels Cassandre prédisant une atonie ou une explosion de notre représentation, des liens de plus en plus forts ont été noués avec d'autres groupes, d'autres nationalités.

D'ici la fin du mandat, j'en ai la conviction : un grand groupe "conservateur-national" va se constituer, qui rassemblera, outre notre actuel Groupe ID, les députés hongrois du Fidesz, polonais du PIS, ainsi que les Italiens de Fratelli d'Italia et les Espagnols de Vox. Chacun en est convaincu : plus d'unité, c'est plus d'efficacité.

Mais le Groupe ID, ce ne sont pas que des élus. C'est aussi une formidable

équipe d'assistants et collaborateurs, sans lesquels rien de ce qui a été effectué n'aurait pu l'être. À l'occasion de ce bilan de mi-mandat, pour lequel ils ont tant œuvré, qu'il me soit permis, ici, de leur rendre l'hommage qu'ils méritent.

Les six mois de présidence française de l'UE qui débutent en janvier vont du reste les mettre davantage encore à contribution. C'est en effet en leur sein que j'ai décidé de créer une "task force" spécialement dédiée à ce calendrier, au cours duquel Emmanuel Macron n'aura qu'un objectif : accélérer encore, au détriment des nations, la mainmise de l'UE dont il est le serviteur servile.

Là encore, nous répondrons présents. Pour prolifiques qu'ils ont été, ces premiers deux ans et demi de mandat n'ont constitué que l'avant-garde de notre action. La suite reste à écrire. Elle le sera. ●



JULIETTE PAVY / LE FIGARO

*D'ici la fin du mandat,
un grand groupe
"conservateur-national"
va se constituer*



VU D'EUROPE

**L'ÉMISSION DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE ID**

À retrouver tous les 15 jours sur les réseaux sociaux de vos députés français
au Parlement européen et de la Délégation française du Groupe ID

ID-FRANCE.EU



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**



La mi-mandat est aussi l'heure du bilan du macronisme à Bruxelles

Nicolas Bay. *Vice-président du Groupe ID au Parlement européen*

Nous sommes à la moitié du mandat que nous a confié le peuple français pour défendre les intérêts de notre pays au sein du Parlement européen. Deux ans et demi déjà, au cours desquels nous nous sommes battus sur tous les fronts et avons resserré les rangs avec nos alliés européens, forgeant de nouveaux partenariats en Europe centrale pour coordonner nos efforts et protéger nos nations. Ensemble, nous formons l'opposition la mieux structurée et la plus combative qu'ait jamais affronté Bruxelles.

De l'autre côté, Emmanuel Macron et ses alliés. Ceux du groupe libéral Renew bien sûr, auquel appartient LREM, mais aussi l'extrême gauche et le centre droit, le groupe PPE dont est membre LR, car ils votent ensemble sur la quasi-totalité des sujets. J'ai pu observer, dans mes travaux au sein de la commission des libertés civiles, avec quelle violence la majorité européenne de gauche et macroniste s'en prend aux États qui refusent les diktats



GRUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE 2019

de Bruxelles. La virulence grandissante dont fait preuve Bruxelles, souvent au nom de l'état de droit, pour réclamer toujours plus d'immigration, toujours plus de communautarisme LGBT et de "wokisme" progressiste, toujours plus de libre-échange, prend une tournure presque totalitaire.

Et justement : alors que la France occupera en janvier, pour six mois, la présidence de l'UE, l'heure est venue de faire le bilan d'Emmanuel Macron sur la scène européenne. Lorsqu'il s'agit de suivre les consignes de Bruxelles, Macron est au premier rang. Lorsqu'il est question de protéger la France, c'est une succession d'échecs et d'humiliations : rien sur les travailleurs détachés, malgré les promesses.

Rien contre la Turquie de l'islamiste Erdogan, malgré les rodomontades. Rien pour défendre le nucléaire, élément central de la puissance et de l'indépendance française. Rien sur "l'autonomie stratégique" européenne tant vantée, car Berlin ne cache pas qu'elle entend rester dans le giron de l'OTAN. La liste est encore longue...

Dans les institutions européennes, le clivage entre les mondialistes et les nationaux est plus clair que jamais. Et les mondialistes se radicalisent. Pour le salut d'une France française dans une Europe européenne, 2022 doit être l'année de la défaite d'Emmanuel Macron, symbole de ce fédéralisme européen à marche forcée, coercitif, devenu presque fou. Ensuite viendra 2024 et la constitution d'une nouvelle majorité au Parlement européen, pour une Europe des nations, des libertés et des identités. ●

Lorsqu'il s'agit de défendre la France en Europe, c'est, pour Macron, une succession d'échecs et d'humiliations.

ÉDITOS

Jérôme Rivière : <i>Mille jours au service des nations et des peuples</i>	3
Nicolas Bay : <i>La mi-mandat est aussi l'heure du bilan du macronisme à Bruxelles</i>	5



AU CŒUR DE L'UE

<i>Deux ans et demi au service des Français</i>	7	<i>Jean-Paul Garraud</i>	16
<i>Jordan Bardella</i>	8	<i>Catherine Griset</i>	17
<i>Hélène Laporte</i>	9	<i>Gilles Lebreton</i>	18
<i>Thierry Mariani</i>	10	<i>Maxette Pirbakas</i>	19
<i>Dominique Bilde</i>	11	<i>Jean-François Jalkh</i>	20
<i>Hervé Juvin</i>	12	<i>Aurélia Beigneux</i>	21
<i>Joëlle Mélin</i>	13	<i>Gilbert Collard</i>	22
<i>Nicolas Bay</i>	14	<i>Julie Lechanteux</i>	23
<i>Virginie Joron</i>	15	<i>Philippe Olivier</i>	24
		<i>Annika Bruna</i>	25
		<i>Jérôme Rivière</i>	26
		<i>France Jamet</i>	27
		<i>André Rougé</i>	28
		<i>Mathilde Androuët</i>	29
		<i>Jean-Lin Lacapelle</i>	30

SUR LES ÉCRANS

<i>Internet, vos idées en ligne</i>	31
<i>Vu d'Europe, version TV</i>	31

LE GRAND TÉMOIN

<i>Marco Zanni, président du Groupe ID : "Un chemin commun avec nos amis français"</i>	32
--	-----------

NOS PUBLICATIONS

<i>Cahiers thématiques, paroles d'experts !</i>	34
<i>Nouveau mag, nouveaux défis</i>	36

<i>Livres noirs, les députés mènent l'enquête</i>	37
<i>Rencontres, colloques et conférences</i>	37

DÉPUTÉS EN POINTE

<i>10 votes et combats législatifs décisifs</i>	38
---	-----------

Édité par la Délégation française
du Groupe Identité & Démocratie
au Parlement européen.

Directeur de la publication : Laurent Husser
Imprimeur : Agence Unanime



MARTIN BERTRAND / HANS LUCAS / HANS LUCAS VIA AFP

Deux ans et demi au service des Français

Confidences. Les 23 députés de la délégation française du Groupe ID se racontent : quel regard portent-ils sur l'UE ? Quelle action, personnelle ou collective, souhaitent-ils mettre en avant ?

Pas question de courber l'échine, jamais. Confrontés depuis près de mille jours à une Union européenne dont ils sont les cibles, nos députés ne se sont pas laissés abattre. Tout au contraire.

Dans les pages qui suivent, et à l'occasion de ce mi-mandat, ils racontent leur expérience, souvent rude, de "résistants" au cœur de cette institution hostile aux mains d'une technostructure de type totalitaire,

▲ *Réunion de députés de la délégation française du Groupe ID. Au premier plan, Jordan Bardella, à droite, Aurélia Beigneux, au fond, Catherine Griset.*

à laquelle l'immense majorité de leurs "collègues" se sont soumis, avant même d'être élus...

Chacun le fait avec ses mots, sa personnalité, sa sensibilité. D'origine, de générations et de parcours si divers, tous, pourtant, sont habités de la même passion, de la même flamme : celle de combattre non pour eux-mêmes, mais pour ce que chaque Français a de plus cher : l'amour de son pays. Éclairant. Revigorant. ●

JORDAN BARDELLA

Une machine à produire des normes et des règles

“ Pendant ces deux années et demi de mandat, j'ai pu constater la profonde déconnexion entre les élites européennes et les peuples. Les Français ressentent profondément cette déconnexion, et ce ressenti explique en bonne partie la défiance qu'ils ont exprimée à plusieurs reprises envers les institutions européennes. Lorsque l'on est élu au Parlement européen, on peut constater cette réalité de l'intérieur. On se retrouve devant un monstre froid, une machine à produire des normes et des règles totalement déconnectées des réalités du quotidien. L'Union européenne



Jordan Bardella est député français RN au Parlement européen.

s'emploie à faire disparaître le politique, à l'escamoter derrière une gestion technocratique sourde aux enjeux de notre siècle et aux aspirations des peuples.

Puis on découvre finalement, derrière cette gestion technocratique et prétendument rationnelle, les fondements idéologiques qui guident les européens. Le wokisme, comme l'ont montré récemment les consignes internes diffusées par la Commission pour faire disparaître Noël du vocabulaire employé par les institutions, sous prétexte d'"inclusivité". Mais aussi la haine des frontières, comme l'a montré l'abandon de la Pologne face à l'invasion migratoire qu'elle subit, ou encore le traitement réservé à Frontex, l'agence de garde-frontières de l'UE, pour avoir refoulé des clandestins, c'est-à-dire avoir tenté d'assurer sa mission.

Tout cela renforce notre détermination pour changer profondément le fonctionnement des institutions européennes. Une union des nations européennes libres et souveraines est la seule voie qui permettra une coopération européenne conforme aux attentes des peuples, et à la première d'entre elles : la préservation de leur sécurité et de leurs identités. ”

À la loupe : mon soutien à la Pologne livrée à l'invasion migratoire

Je suis fier d'avoir soutenu la Pologne abandonnée par l'UE, alors qu'elle était agressée à ses frontières par des milliers de migrants, armes blanches et tenailles à la main. Cette situation porte un nom : une invasion. Qui serait assez naïf pour ne pas voir que parmi ces migrants se dissimulent l'insécurité

et le terrorisme de demain ? Devant cette opération de déstabilisation de l'Europe, pilotée depuis l'extérieur, la politique de laissez-faire de l'UE est criminelle. Face à celle-ci, je suis donc fier d'avoir réaffirmé, dans l'hémicycle, que le principe de non-refoulement des clandestins doit être abrogé, et que nous



devons déployer des moyens, notamment des barrières, pour soutenir la Pologne avec un message ferme : vous ne passerez pas ! ●

HÉLÈNE LAPORTE

Un système inique niant notre poids politique

“ J’ai été particulièrement choquée par le déni de démocratie au Parlement concernant la règle de répartition des postes-clés en fonction de la méthode dite d’Hondt. Cette méthode ne reflète en rien le poids réel des représentations politiques, car elle se heurte à un arbitrage final des groupes majoritaires.

Étant arrivés en tête des élections européennes de 2019 avec plus de 23 % des voix, notre groupe aurait dû obtenir deux présidences de commission. Résultat : nous n’en avons eu aucune ! Cela est d’autant plus préjudiciable que les commissions parlementaires jouent un rôle-clé dans le travail du Parlement ; elles sont notamment en première ligne, en amont des votes en plénière, dans les négociations de textes législatifs avec la Commission et les États membres.

Cette “méthode d’Hondt” appliquant une formule mathématique complexe doit être révisée ou remplacée par une méthode représentant véritablement le poids politique de chaque groupe. À titre personnel, alors que je suis coordinatrice pour le Groupe ID à la commission des budgets, je ne peux faire partie du système rotatif d’attribution de rapports alors même qu’un rapport sur le Fonds européen d’ajustement à la mondialisation devait m’être attribué.

Cette situation est d’autant plus inacceptable que ces rapports sont peu politisés.

Je serai très attentive aux changements de présidence dans les commissions au mois de janvier 2022, lesquels doivent en principe rebattre les cartes sur les attributions de rapports.



Hélène Laporte
est députée française
RN au Parlement
européen.

À la loupe : ma résolution pour le remboursement des subventions à la Turquie

J’ai déposé en avril 2021 une résolution cosignée par des alliés espagnols, autrichiens, belges, italiens, néerlandais et grecs, afin de mettre l’UE face à ses responsabilités, en exigeant le remboursement des subventions de pré-adhésion touchées par la Turquie. Nullement européenne et bafouant toutes les règles démocratiques, la Turquie a été bénéficiaire de cet “instrument de pré-adhésion” à hauteur d’environ 4,5 milliards d’euros pour la période 2007-2013 et 3,5 milliards d’euros pour la période 2014-2020. Soit 8 milliards d’euros ! Leur remboursement est un raisonnement de bon sens : ces contributions ont en effet



d’autant moins d’objet qu’en raison, notamment, de notre pression constante, l’hypothèse selon laquelle la Turquie ne sera jamais membre de l’UE est désormais, et heureusement, hautement probable. ●

THIERRY MARIANI

Le “cordon sanitaire” contre les députés de notre groupe

“ Une chose m’a tout particulièrement marqué au cours de cette première partie du mandat, et je ne suis sans doute pas le seul : la conception foncièrement antidémocratique des institutions européennes. En tant que députés, nous la subissons de plein fouet au quotidien et dans le cadre de notre travail d’élu.

Cette situation se matérialise notamment au travers de la règle du “cordon sanitaire”. Lors des dernières élections européennes, les principaux groupes politiques du Parlement ont empêché les députés du Groupe



*Thierry Mariani
est député français
RN au Parlement
européen.*

ID d’accéder à des postes d’influence. Se liguant comme ils savent le faire, ils nous ont ainsi privés de la présidence de plusieurs commissions parlementaires. Pourtant, au regard des résultats des partis composant notre groupe, le principe démocratique le plus élémentaire aurait voulu que nous soyons représentés de façon équilibrée au sein des postes à responsabilité de ces commissions. Quand on pense – quel paradoxe! – que cette même UE ne cesse de vanter son application de l’état de droit...

Nous subissons aussi des pratiques plus insidieuses de la direction du Parlement qui établit dans les faits un système d’électeurs à deux vitesses : ceux qui votent pour les trois grands groupes centraux et les autres. Je suis consterné par ce mode de fonctionnement, pourtant nullement établi par les textes constitutionnels et juridiques. Pour les présidents de commission, il faut que leur opposition mendie pour obtenir une participation parlementaire normale...

Petit exemple concret de ce mépris : la présidente de la sous-commission droits de l’homme, Hannah Neumann, ne fait même pas l’effort de répondre à nos courriers !



À la loupe : mon soutien aux chrétiens d’Orient

Mon investissement pour les chrétiens d’Orient a été central pendant ces deux premières années et demi de mandat. J’ai notamment créé le premier intergroupe pour les chrétiens d’Orient, et soutenu la candidature de monseigneur Najeeb Moussa, archevêque de Mossoul, au prix Sakharov 2020. J’ai également

organisé de nombreuses réunions, comme par exemple sur Shazad Massig, mineur accusé de blasphème au Pakistan, ou encore sur la guerre en Éthiopie, qui met en danger un patrimoine millénaire. Je suis aussi allé à leur rencontre dans le cadre de visites en Syrie, au Liban et en Égypte, qui ne manquent jamais d’attirer l’attention



SOS CHRÉTIENS D’ORIENT

sur les chrétientés orientales et leur cause. ●

DOMINIQUE BILDE

La négation totale de la volonté des peuples

“ Éluë pour un second mandat, j’ai pu constater combien le caractère et le fonctionnement déjà tellement antidémocratiques de l’Union européenne n’avait encore cessé de progresser. Nous assistons à une course folle de l’institution vers la négation totale de la volonté des peuples, notamment des Français.

De toutes parts, nos compatriotes se voient imposer des orientations politiques qu’ils rejettent, et qui seront lourdes de conséquences pour leur avenir.

Pour preuve, notamment, la question de l’élargissement aux Balkans occidentaux, auquel les Français sont majoritairement hostiles. C’est un sujet que je connais bien, pour y avoir consacré un cahier thématique (*lire page 34*). Emmanuel Macron qui s’était engagé, lors des élections européennes, à bloquer l’entrée de l’Albanie ne l’a fait que pour flatter l’opinion. En réalité, il le sait parfaitement, la France, aujourd’hui, est rentrée dans le rang : cet élargissement aura bien lieu. Quoique Emmanuel Macron en dise, et quoiqu’il nous en coûte...

J’observe aussi à quel point – et là encore à rebours des opinions nationales –, l’immigration envahit désormais de manière insidieuse tous les programmes européens, au travers, par exemple, de l’expression “groupes vulnérables”, censée englober les migrants. La vérité, c’est que l’on cherche à tout prix à nous imposer de nouvelles catégories d’immigration légale, comme les “réfugiés climatiques”, ou à élargir les voies existantes.

Je me bats aussi en commission de l’emploi pour que les prérogatives des États en



Dominique Bilde
est députée française
RN au Parlement
européen.

À la loupe : migrants, éoliennes et déforestation...

J’ai été parmi les premiers à insister sur le conditionnement de l’aide au développement au retour des migrants. S’agissant de l’aide humanitaire, j’ai pointé du doigt la question taboue des détournements, qui sera cruciale en Afghanistan. J’ai aussi dénoncé le scandale du Ban Saint-Jean, lieu de mémoire dans ma région Grand Est sur lequel il est prévu d’installer des éoliennes. Un exemple criant de l’absurdité des politiques énergétiques européennes ! De même sur la déforestation, où j’ai ciblé le libre-échange, défendu par l’UE, qui intensifie la pression sur les forêts. Des populations entières



ALTITUDE DRONE

perdent ainsi leurs moyens de subsistance, ce qui les contraint à l’exil. Une immigration que les Français rejettent ! ●

matière sociale, sapées jours après jours par l’UE, soient strictement respectées. Notre pouvoir d’achat, nos salaires, les aides pour les handicapés et les conditions de travail dans les entreprises ne doivent pas être décidés à Bruxelles!

HERVÉ JUVIN

L'exclusion de toute confrontation démocratique directe

“ Lorsque l'on est, comme moi, élu parlementaire européen pour la première fois, on ne peut manquer de se poser une question : la passion démocratique s'accommode-t-elle de l'anesthésie européenne ?

Pour bien connaître, par exemple, le fonctionnement de la Chambre des communes britannique, difficile de ne pas comparer la proximité physique qu'on y trouve, mais aussi l'intensité des échanges, du verbe et des gestes, dans cette salle étroite en forme d'arène où les députés se coudoient, avec la distance soigneusement entretenue,



Hervé Juvin
est député français
RN au Parlement
européen.

ici, entre les députés européens. Distance qui se retrouve dans l'aménagement des prises de parole tendant à exclure toute confrontation directe...

L'UE qui n'a que le mot de "démocratie" à la bouche, organise tout, en réalité, pour limiter son propre fonctionnement démocratique.

Si je cite la Chambre des communes comme contre-miroir du PE, c'est que j'ai aussi été particulièrement marqué par le débat avec les Britanniques au sujet du Brexit.

Quelques-unes des prises de parole les plus marquantes ont été le fait des élus de Sa Majesté eux-mêmes. Non que j'ai été d'accord avec eux sur tout, mais ils ont su trouver les mots et permis l'éclosion, au sein de notre si morne Parlement, d'expressions fortes à leur refus national d'accepter notre système intrusif et étouffant, ne rêvant que de conformité et d'uniformité.

Certes, il s'agit là des traits dominants de nos amis britanniques, mais ces débats si emprunts de convictions et de ferveur ne me font que regretter d'avantage la pauvreté de notre fonctionnement démocratique. Lequel mériterait d'être totalement refondé, afin de redonner vraiment la parole aux députés, donc aux peuples.

”

À la loupe : les drapeaux français sur les pupitres des députés

Cela a été, depuis le début du mandat, une revendication de tous les instants du Groupe ID : permettre, en séance plénière, l'affichage du drapeau français (et des autres pays) sur les pupitres des députés. Loin de n'être qu'anecdotique, le refus par les instances de l'UE

de la présence de ces petits drapeaux symbolise son obsession "sansfrontériste". Même si aucun texte ne le précise spécifiquement, nous avons fini par obtenir gain de cause : ces références nationales sont aujourd'hui sinon autorisées, du moins tolérées. Il s'agit d'un message fort : l'Europe ne se



J. OSSORIO CASTILLO - STOCK.ADOBE.COM

fera pas contre les nations. C'est ce que veulent les peuples ; c'est ce pourquoi nous nous battons. ●

JOËLLE MÉLIN

Une plus grande résonance pour nos idées

“ Pour moi qui ai l'honneur d'accomplir un deuxième mandat, ce qui m'a le plus marquée lors de la première partie de ce mandat, comparé aux années précédentes, est d'abord la résonance beaucoup plus importante de nos idées, et le poids réel que nous avons pu avoir sur les dossiers.

C'est peu dire, pourtant, que les circonstances ne nous ont pas aidés. C'est ainsi que la crise du Covid a bien évidemment affecté notre travail, nous forçant à recourir à des vidéoconférences qui nous ont bien souvent privés de l'opportunité de défendre nos idées dans notre propre langue, et nous ont contraints à réinventer notre façon de travailler et de défendre les idées pour lesquelles nous avons été élus.

Malgré cette atteinte flagrante à la démocratie, j'ai cependant continué de m'impliquer dans mes dossiers, au point d'être parfois soutenue (j'ai eu le plaisir de faire passer quelques dossiers à mon nom, avec des majorités significatives), ou de nous retrouver en position d'arbitre. En gagnant en crédibilité, nous devenons des interlocuteurs pour les autres groupes, qui se montrent de plus en plus prêts à négocier avec nous, afin que les idées de bon sens puissent prévaloir.

Cet engouement, je l'ai aussi ressenti lors de mes déplacements, dans l'accueil toujours incroyablement chaleureux que les Français et les professionnels nous réservent lorsque nous allons à leur rencontre sur le terrain pour discuter avec eux des textes les impactant directement.

Qu'ils soient députés, experts ou acteurs du terrain, nos interlocuteurs le



Joëlle Mélin
est députée française
RN au Parlement
européen.

À la loupe : des liens renforcés entre pouvoirs publics et entreprises

Mes déplacements thématiques et rencontres avec les professionnels sont pour moi et mon équipe un préalable indispensable à toute prise de



LIGHTFIELD STUDIOS - STOCK.ADOBE.COM

position. Que ce soit à Hyères, Aix-en-Provence, Bourg-lès-Valence (agriculture), Lyon (industrie), La Ciotat (naval), Toulon (cybersécurité), Genève (OMS), ou par visioconférences – qui se sont multipliées avec le Covid –, chaque échange a été une vraie source d'informations, de réflexions, voire d'inspirations. Renforcer le lien entre les pouvoirs publics et le monde de l'entreprise est un de mes engagements d'élue. C'est ainsi que je conçois mon rôle de députée. ●

comprennent : nous avons un vrai rôle à jouer. C'est une très bonne nouvelle, car nous pouvons ainsi mieux défendre une autre vision de l'Europe, celle du respect des peuples et des États membres.

NICOLAS BAY

Politique migratoire : la grande faillite de l'UE

“ C’est la question migratoire, tout d’abord, qui m’a le plus marqué. Elle démontre l’échec et la faillite de l’Union européenne, victime consentante du chantage aux migrations, qui est son talon d’Achille : chantage à la frontière Espagne-Maroc ; chantage d’Erdoğan, avec une UE qui se couche au prétexte d’un hypothétique contrôle des migrants ; chantage à la frontière biélorusse, avec la Pologne qui fait le choix de l’affranchissement de la doxa “droitsdel’homme”, en organisant le retour vers les pays d’origine de ceux qui tentent d’entrer illégalement et avec violence chez elle...



Nicolas Bay est vice-président du Groupe ID au Parlement européen.

La menace d’une vague de migrants d’Afghanistan est un autre élément qui démontre l’impuissance de l’UE à gérer les grands bouleversements mondiaux menaçant notre continent. Depuis 2015 et la première crise des migrants, la cacophonie des institutions européennes est catastrophique.

Autre fait marquant : le procès en “état de droit”, devenu le nouveau mode d’action de la Commission visant à empêcher la démocratie de s’exprimer. Cet état de droit est devenu une arme absolue de la démocratie à la sauce libérale, saupoudré d’une bonne dose de politiquement correct et d’idéologie woke.

En réalité, et au gré des humeurs idéologiques, la définition de l’état de droit au sein de l’UE se transforme en fourre-tout victimaire. Ainsi avec la Slovaquie et la Slovénie, à qui la Commission fait aussi ce procès, alors même que ces pays le respectent sans doute autant que les autres pays européens ! Objectif : les faire céder à leur tour aux activistes LGBT, et les empêcher de réformer leur système judiciaire. Les institutions européennes sont dans une démarche de moins en moins démocratique. Et œuvrant de plus en plus à l’instauration d’un État central bruxellois sans limites.”

À la loupe : notre défense des frontières de l’Europe

J’étais il y a quelques semaines en mission officielle de la commission Libé du Parlement européen à Budapest, qui tente toujours de poursuivre le procès de Viktor Orban, “coupable” d’avoir le courage de protéger les frontières de

la Hongrie, de défendre la souveraineté de son pays, et de refuser les diktats LGBT et autres délires progressistes. Nous nous sommes aussi rendus aux frontières extérieures de l’Europe (entre la Lituanie et la Biélorussie), alors même que la Commission fait



VACLAV SALENK/AP/SPA

tout pour organiser une immigration massive et irréversible. Nous, députés européens RN, sommes aux côtés de Frontex, des garde-frontières et des policiers. En défendant ces frontières, ils défendent aussi l’Europe. ●

VIRGINIE JORON

L'hostilité de l'institution contre notre groupe

“ Ce qui m'a le plus marquée lors de cette première partie de mandat est l'hostilité de l'UE à l'égard de notre groupe, notamment pour l'obtention de rapports. Malgré notre représentativité, il faut sans cesse batailler et mener de rudes négociations. C'est ce que j'ai fait, en tant que rapporteur, pour obtenir la rédaction d'un avis sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2017/2019 pour le prospectus de relance de l'Union, ainsi que des ajustements ciblés pour les intermédiaires financiers, dans le but de soutenir la reprise après la pandémie de Covid-19. Malgré cette hostilité et les frustrations engendrées par notre statut de groupe minoritaire, j'ai pu néanmoins constater que le Groupe ID parvient à effectuer un travail sérieux, et de fond, désormais reconnu par nos opposants.

Ma participation à plusieurs commissions et délégations me permet d'avoir accès à des données exhaustives sur des sujets complexes. Je peux ainsi remplir ma fonction, comme lorsque j'ai dénoncé les conflits d'intérêts impliquant Sylvie Goulard (membre de la commission pan-européenne pour la santé et le développement durable), l'empêchant de se mettre en difficulté en devenant commissaire comme le souhaitait Emmanuel Macron.

Autre fait marquant pour moi : la défense du siège de Strasbourg. Je suis ainsi satisfaite d'avoir pu rappeler avec force au président de la Commission David Sassoli, et à tous mes collègues parlementaires, que le siège du Parlement européen était statutairement à Strasbourg, et devait y rester face



Virginie Joron
est députée française
RN au Parlement
européen.

À la loupe : l'union contre le pass sanitaire au Parlement

Face à la décision du secrétaire général du Parlement d'imposer le pass sanitaire, nous avons été plusieurs députés de tous partis à nous unir. Dans une lettre collective à David Sassoli nous avons rappelé qu'« à notre connaissance, le Parlement



ROMAIN TALON - STOCK.ADOBE.COM

européen serait le premier en Europe à mettre en œuvre une telle mesure, attentatoire à notre liberté d'action parlementaire. » Cosignataire de ce courrier avec, entre autres, François-Xavier Bellamy (PPE), Michèle Rivasi (Verts) et Anne-Sophie Pelletier (La Gauche), nous l'avons affirmé : une telle décision viole un principe démocratique fondamental : jamais un élu ni un membre du personnel, ayant rempli toutes les obligations légales, ne devrait être empêché d'entrer au Parlement ! ●

aux tentations de notre élite déracinée de l'implanter intégralement et définitivement à Bruxelles. Nous ne renoncerons pas à ce symbole important que la France doit continuer à défendre.

JEAN-PAUL GARRAUD

Tout est fait pour que rien ne bouge

“ Ce qui m’a marqué en premier lieu, lors de mon arrivée, c’est le fonctionnement même du Parlement européen, d’une grande lourdeur, et d’une extrême complexité. Tout est fait pour que rien ne bouge, que rien ne change.

Dès le début de mon mandat, j’ai ainsi souhaité mettre en place une commission spéciale chargée de la lutte contre le terrorisme. J’avais été effaré qu’une telle commission, existant sous le mandat précédent, n’ait pas été reconduite. Pourtant,



Jean-Paul Garraud est député français RN au Parlement européen.

malgré tous mes efforts et l’évidente absolue nécessité de travailler sur ce sujet au niveau européen, tout m’a été refusé...

Je me suis de même mobilisé pour la défense de la langue française, sur laquelle j’ai interpellé à plusieurs reprises les présidents du Parlement européen et de ma commission qui ne respectent pas les statuts de l’Union sur ce plan!

Ce petit monde déconnecté des réalités s’auto-protège et n’a rien de démocratique.

Cela va de pair avec une idéologie faussement “progressiste”, axée sur une volonté qui dépasse le simple fédéralisme, puisqu’elle veut promouvoir l’Union européenne au rang d’État, et, sous couvert d’idées généreuses, amplifie une politique immigrationniste de grande ampleur, pour le plus grand malheur de nos nations et de leurs peuples. La responsabilité de l’UE, qui encourage toutes les pompes aspirantes à l’immigration, est considérable. Et cela se traduit par des fonds qui le sont tout autant...”

À la loupe : mes quatre résolutions sur l’immigration

Outre le terrorisme et la défense de la langue française (*lire ci-dessus*), j’ai proposé de nombreuses résolutions sur d’autres sujets qui me tiennent aussi à cœur, notamment l’immigration. Je pense, en particulier, à quatre d’entre elles : la mise en place d’un système délocalisé dans des pays tiers du traitement des demandes d’asile, l’arrêt du financement par l’UE

des ONG complices des passeurs, le soutien financier de l’UE pour le financement de la sécurisation des frontières, et la création d’un fichier des « mineurs non accompagnés » (MNA) arrivant en UE (fichier d’identité et biométrique). L’application de ces quatre propositions, de simple bon sens, permettrait d’endiguer (en partie) la submersion migratoire qui menace l’Europe. ●



CATHERINE GRISET

L'ostracisme idéologique contre nos élus

“ Le maître-mot, c'est le paradoxe, et les exemples ne manquent pas. La bureaucratie du Parlement s'impose de façon implacable à des députés convaincus de leur importance, se désignant comme l'avant-garde politique de l'Union européenne, alors même que, dans les faits, leurs prérogatives sont très limitées : temps de parole et capacité même à la prendre restreints, utilisation verrouillée des fonds mis à disposition, rapports plus qu'asymétriques avec la Commission, etc. En définitive, la technocratie européenne relègue le politique au second plan en donnant aux députés l'illusion d'appartenir à une structure essentielle qui compte.

Il y a un monde entre le pouvoir supposé et revendiqué du Parlement européen, censé être la vitrine démocratique de l'UE, et son impuissance effective dans le fonctionnement des institutions.

De même, le paradoxe est tout aussi cruel entre le pluralisme revendiqué au sein de l'institution et la réalité d'un ostracisme qui découle de l'entre-soi idéologique le plus étroit, malgré la diversité des profils des eurodéputés : le Groupe Identité et Démocratie, qui représentait numériquement le quatrième groupe du Parlement au début du mandat, n'a vu aucun de ses membres nommé à la présidence d'une commission en raison d'une mobilisation totale des soi-disant progressistes. Par malheur, on retrouve à l'échelle européenne le sectarisme et la bêtise d'un cordon sanitaire que nous croyons circonscrit à la France.

Et ne perdons surtout pas de vue la véritable guerre menée contre la langue



Catherine Griset
est députée française
RN au Parlement
européen.

À la loupe : mon action en faveur de la protection de l'enfance

J'ai décidé de me saisir des enjeux relatifs à la protection de l'enfance, précisément l'Aide sociale à l'enfance. C'est un sujet qui me tient à cœur et pour lequel il y a tant à faire. Diffuser des reportages ou faire un rapport parlementaire tous les dix ans n'est pas suffisant. Je me suis rendue à la Brigade des mineurs de Paris afin de comprendre les réalités du terrain et de commencer à élaborer des propositions. J'ai aussi eu des échanges avec certains de nos alliés italiens et polonais sur le fonctionnement de la protection de l'enfance en Europe. Si l'on veut donner une chance à ces enfants placés, il faut remettre l'État au cœur du dispositif, revaloriser les métiers et mieux les coordonner entre eux pour éviter les ruptures de parcours. ●



ADOBE STOCK

française, pourtant une des trois langues officielles de travail de l'Union, dans l'indifférence générale, y compris parmi ses propres locuteurs.

GILLES LEBRETON

Des accords possibles avec d'autres groupes politiques

“ Ce qui m'a le plus marqué, c'est la victoire que j'ai remportée en faisant adopter en janvier 2021 par le Parlement, avec 90 voix de majorité, mon rapport sur la restriction de l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans le domaine militaire et en matière de justice et de santé.

J'y suis parvenu grâce au soutien d'eurodéputés de toutes tendances ayant fait passer la qualité de mon travail au-dessus des considérations partisans. C'est la première fois que le RN parvient à faire adopter un "rapport d'initiative", d'inspiration



Gilles Lebreton est vice-président du Groupe ID au Parlement européen.

souverainiste, écrit par l'un des siens. Ce rapport avait pour objet d'établir des recommandations pour l'utilisation de l'IA dans trois domaines relevant de la souveraineté des États. Dans le domaine militaire, il affirme que toute arme utilisant l'IA doit rester en permanence sous contrôle humain et respecter le droit de la guerre, notamment les conventions de Genève de 1949. L'accent est particulièrement mis sur les Systèmes d'armes létales autonomes (Sala), c'est-à-dire les "robots-tueurs", lesquels ne devraient pouvoir agir que sur ordre et sous le contrôle d'un responsable humain ayant la possibilité de les stopper à tout moment, et de les déconnecter en cas de dysfonctionnement.

En matière de justice, ce même rapport recommande aux États de ne recourir à l'IA que pour aider les juges humains à rendre leurs jugements, mais en aucun cas pour se substituer à eux. Il affirme aussi que tout justiciable doit toujours avoir le droit d'accéder à un juge humain. En matière de santé, il estime enfin que le recours à l'IA ne doit jamais entraver la relation entre le patient et son médecin, ni déshumaniser l'accès aux soins.

”

À la loupe : mes négociations acharnées sur la nouvelle PAC

J'ai participé pendant deux ans aux négociations de la nouvelle Politique agricole commune. Cela a été un travail acharné, nécessitant des réunions chaque semaine à Bruxelles. Je suis fier du résultat car je suis parvenu, via ce nouveau système, à donner un

maximum de liberté aux États pour élaborer leur propre politique agricole dans le cadre de "plans stratégiques nationaux". D'autres dispositions témoignent d'une volonté de soutenir économiquement les agriculteurs : réserve financière en cas de crise sur les marchés, aide



renforcée à l'installation des jeunes agriculteurs, crédits spécifiques pour les exploitations familiales... ●

MAXETTE PIRBAKAS

Le manque de considération de l'UE pour l'outre-mer

“ J’ai été tout particulièrement marquée par le manque de considération de l’UE pour la cause qui m’est la plus chère : les territoires d’outre-mer.

Cela s’explique en partie par le fait que seuls trois pays sur les 27 (France, Espagne et Portugal) disposent de tels territoires, et que l’UE ne se sent donc guère concernée.

Mais ce fait n’explique pas tout, loin de là. Quand on compare le si maigre intérêt porté par l’UE aux TOM, aux moyens colossaux mis en œuvre, dans le même temps, pour la défense et la promotion de telles ou telles “minorités”, chacun peut constater qu’il y a vraiment deux poids deux mesures!

Cela est d’autant plus injuste que les problématiques rencontrées par les territoires d’outre-mer sont immenses : un habitant sur trois n’a pas d’eau potable, plus de 50% des moins de 25 ans n’ont pas d’emploi...

Pour avoir négligé de traiter ces problèmes, l’UE est en partie responsable des révoltes secouant régulièrement ces territoires, dont la dernière, particulièrement violente. Ce désintérêt de l’UE explique aussi qu’une part de plus en plus importante de la population, qui s’estime abandonnée, ne se sent pas européenne, alors que les territoires d’outre-mer font bel et bien partie intégrante de l’UE, dont ils constituent l’un des plus beaux fleurons.

Face à l’inertie et au mépris de l’UE, je mène donc, en commission et dans l’hémicycle, un combat sans relâche afin que les TOM ne soient plus les grands oubliés de la politique de l’UE. Les territoires d’outre-mer ont besoin d’aides et de programmes



Maxette Pirbakas est députée française RN au Parlement européen.

À la loupe : ma bataille victorieuse pour le POSEI

Longtemps syndicaliste agricole avant d’être élue, j’ai poursuivi au PE les combats qui étaient les miens, en obtenant notamment gain de cause sur le renouvellement plus favorable de l’octroi de mer (taxe qui favorise la vente des produits ultramarins dans les territoires), et celui de la flotte pour nos pêcheurs. Mais la bataille, là encore gagnée, qui m’a le plus marquée, est celle du POSEI (Programme d’options spécifiques à l’éloignement et à l’insularité) : grâce à notre action, l’UE a dû faire machine arrière sur son projet de supprimer une partie des fonds. Il a fallu se battre et défendre la spécificité ultramarine pour faire en sorte que l’agriculture, la pêche et l’économie continuent de bénéficier de ce régime de soutien spécifique à nos cinq départements d’outre-mer. ●



JUJUD3100 - STOCK.ADOBE.COM

spécifiques en raison de leur insularité, leur isolement et leur éloignement. Mais aussi des extraordinaires atouts qu’ils peuvent, et doivent, apporter à l’Europe.

JEAN-FRANÇOIS JALKH

Le gaspillage de l'argent des contribuables

“ Depuis que je siége au Parlement européen (juin 2014), j'ai vu sans cesse se dégrader le fonctionnement démocratique de l'institution, et ai fait du combat contre cette démocratie confisquée l'une de mes priorités.

En tant que membre de la commission parlementaire du contrôle budgétaire, je suis par ailleurs stupéfait par les invraisemblables gaspillages de l'argent des contribuables européens. Ainsi, par exemple, des près de 100 millions d'euros de budget annuel octroyés au Bureau européen d'appui en matière d'asile (BEAMA) et à son personnel pléthorique de... 500 personnes,



Jean-François Jalkh est député français RN au Parlement européen.

entièrement dévolus à un seul objectif : favoriser l'accueil des clandestins.

Au cours des dernières années, cette structure s'est même retrouvée à deux reprises dans le viseur de la Cour des comptes européenne pour des procédures de marché irrégulières d'un montant total de 57,7 millions d'euros ! Sans la moindre sanction à la clé...

En charge de la lutte antifraude, l'Office européen de lutte antifraude (Olaf) dispose pourtant de pouvoirs exorbitants, mais ceux-ci sont mis au service de moyens d'actions très critiquables, cet organisme ne présentant aucune garantie d'indépendance et de probité. Au point, là encore, que le fonctionnement de l'Office a été à de multiples reprises mis en cause, y compris par la Commission européenne. Et ce n'est pas le lancement, en décembre 2021, du Parquet européen, auquel l'Olaf peut décider de confier certaines enquêtes, qui y changera quelque chose. Et pour cause : son champ d'action, par rapport à l'Olaf, est aussi flou qu'est claire la ligne européenne de l'UE. Je suis du reste intervenu à ce sujet à l'occasion d'un discours qui a fait date en décembre 2020, période à laquelle la création de ce nouveau Parquet a été annoncée.

”

À la loupe : mon rôle de “lanceur d'alerte” sur le péril migratoire

Outre mon action contre les gaspillages (lire ci-dessus), je n'ai cessé de batailler pour le cœur de nos idées : la défense des souverainetés nationales menacées par la submersion migratoire sciemment organisée par l'UE. C'est une lutte de tous

les instants. Elle ne passe pas seulement par le travail parlementaire, mais aussi par un travail d'information auprès de l'opinion par le biais de tous les canaux dont nous bénéficions en tant qu'élus, en particulier les réseaux sociaux. J'ai ainsi largement relayé la



campagne “Save Europe”, qui a recueilli plusieurs dizaines de milliers de signatures. Chaque député européen patriote doit être un lanceur d'alerte face aux périls qui nous menacent. ●

AURÉLIA BEIGNEUX

Une aberrante coalition socialistes-droite classique

“ J’ai très vite réalisé que nous étions le seul groupe disposant d’un minimum de bon sens au sein d’un Parlement rempli d’élus payés pour ne pas penser. Le simple fait d’avoir une coalition regroupant socialistes et droite classique est une aberration. La seule idéologie animant ces groupes est la même : un magma libéral-progressiste avec quelques nuances selon les partis.

Ayant oublié leurs promesses de campagne, ces élus sont devenus des exécutants de la Commission. À l’inverse, notre délégation a toujours eu l’honneur de défendre ce qui avait été présenté aux électeurs français.

J’ai aussi été marquée par le fait que la Commission et le Conseil n’accordent que peu d’importance au Parlement. Cela est antidémocratique, car seul le Parlement est un organe élu. La Commission, elle, est l’institution qui correspond le plus à la définition de “technocratie”. Le pouvoir, ici, est confié à ces experts déconnectés.

Sur une note plus positive, la pétition pour mettre un terme à l’élevage en cage a dépassé le million de signatures cette année, ce qui a forcé le Parlement à s’y pencher. Cela montre que les citoyens ne doivent malheureusement pas attendre des technocrates et d’un parlement faible une quelconque action sur certains sujets. D’où la nécessité de les prendre à bras-le-corps.

Sur le même thème, la création d’une commission d’enquête sur le transport animal, dont je suis membre, est l’une des rares initiatives du Parlement à mettre en avant. Cependant, là encore, les élus eurofédéralistes souhaitent développer des actions



Aurélia Beigneux
est députée française
RN au Parlement
européen.



À la loupe : ma question sur les liens UE / organisations islamistes

Récemment, nous avons été les premiers à interpeller la Commission sur les liens entre les institutions européennes et des organisations islamiques. Cette connivence, qui avait fait l’objet d’un article de *Charlie Hebdo*, a été confirmée par la présence de l’association islamiste Femysso lors de la journée EYE, faisant visiter le Parlement à des jeunes, puis par le scandale de la promotion du voile par le Conseil. Il est insupportable de constater que l’Europe finance et promeut des actions ayant un lien avec al-Qaïda et les Frères musulmans ! J’ai posé sur le sujet une question avec demande de réponse écrite, qui sera suivie d’une action plus importante lors d’une future plénière (question orale afin que le sujet soit débattu en plénière). ●

pseudo-ambitieuses mais sans remettre en cause la doctrine du libre-échange et de la mondialisation à outrance. Résultat : les mesures restent des mesurette et les projets des effets d’annonce.

GILBERT COLLARD

La négation de notre patrimoine culturel européen

“ Du passé faisons table rase : telle est la formule qui selon moi, en tant que membre de la commission culture, résume le mieux l'état d'esprit de l'UE. Afin d'y faire face, j'ai notamment saisi l'opportunité d'être rapporteur fictif sur la constitution d'un héritage politique utile dans la perspective de l'Année européenne du patrimoine culturel. Préserver notre patrimoine culturel est impératif, c'est un devoir hérité de nos parents.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de protéger ce patrimoine des aléas du temps et des marques des années mais plus encore



Gilbert Collard est député français RN au Parlement européen.

de le protéger des attaques du mouvement “woke”, de la “cancel culture” et parfois des destructeurs antifas. Ces folles idéologies ont la volonté de déboulonner nos statues, de réécrire les livres d'histoire, de modifier la signification des mots, de déstructurer notre langue par l'écriture inclusive ou encore de s'auto-démunir d'œuvres d'art en les “rendant” à des pays qui, parfois, nous les avaient données! Il faut protéger notre patrimoine culturel européen.

Outre la sauvegarde de ce patrimoine, j'ai également organisé, en février 2020, un colloque sur la liberté d'expression. En tant que député européen, il me tenait à cœur de redonner la parole à de nombreux intervenants que la bien-pensance avait tenté de museler : la liberté d'expression subit des atteintes graves. Il faut être dans la langue de bois, le conformisme langagier. On est en train de mettre des menottes aux mots.

Depuis deux ans, je me bats également, au Parlement européen, pour que le multilinguisme soit respecté et que l'on puisse échanger dans toutes les langues de l'Union, notamment en français, comme c'est prévu dans les traités. Il est insupportable que le travail se fasse en anglais!

À la loupe : mes interventions contre le fiasco anti-Covid de l'UE

L'UE a voulu jouer un rôle dans la crise sanitaire mais elle n'a pas été à la hauteur. En avril 2020, avec plusieurs collègues, nous avons demandé à la Commission d'assurer aux citoyens l'anonymisation totale de leurs données ainsi que la mobilisation du Fonds

de solidarité de l'Union pour les régions les plus touchées. En mars 2021, nous avons aussi demandé la levée des brevets sur les vaccins et j'ai dénoncé la scandaleuse opacité des contrats vaccinaux. J'ai également voté contre le passe sanitaire et je vais continuer dans ce sens :



aucun compromis entre la santé et la liberté ! ●



JULIE LECHANTEUX

Des institutions totalement déconnectées

“ J’ai été particulièrement marquée par la distance abyssale entre la Commission européenne, les eurocrates, et les exigences des citoyens, des PME-PMI et surtout des collectivités territoriales en général et des communes en particulier.

Ce sont ceux qui sont les plus proches des citoyens, des vrais gens, comme les maires de France, qui ont le plus de mal à se faire entendre par des institutions totalement déconnectées de la réalité du terrain, qui privilégient les rapports avec les multinationales et les lobbies, qui par milliers ont pignon sur rue à Bruxelles.

Je pense aussi aux entreprises de ma région, la Provence-Alpes-Côte d’Azur, qui, nonobstant la qualité de leur travail, l’innovation des produits et des procédés, des atouts reconnus internationalement, ont du mal à accéder aux subides et aux subventions prévus par les programmes européens.

Un exemple pour tous, celui de l’entreprise Lionel Vergne, fabricant et distributeur de bateaux, qui, en plaçant l’environnement au cœur de l’économie maritime, a développé une gamme de bateaux électriques respectueux du milieu marin.

▲ *Immeuble du Parlement européen, « une institution totalement déconnectée », selon Julie Lechanteux.*



Julie Lechanteux est députée française RN au Parlement européen.

À la loupe : mon plan pour le tourisme en Paca

J e suis très attachée à ma région Provence-Alpes-Côte d’Azur, la deuxième région touristique de France, qui représente 4 millions d’emplois directs et indirects. Au sein de ma commission des transports et du tourisme, j’ai défendu à maintes reprises ce secteur faisant partie de ceux qui ont le plus souffert de la crise de la Covid-19. En plein milieu de la crise, j’ai ainsi produit un plan stratégique du tourisme, visant à la relance de celui-ci, trop souvent oublié par l’UE, qui n’a jamais voulu lui attribuer une ligne budgétaire spécifique. Pour ce secteur représentant une richesse inestimable pour la France, j’ai proposé un plan d’aide immédiat de 50 milliards d’euros. Mon projet : faire du tourisme le levier de relance de l’économie locale, car j’estime révolu le temps du tourisme de masse et de la saturation des destinations prises d’assaut par des millions de badauds. Le localisme, les circuits courts, le développement durable : voilà ce qui a caractérisé les deux dernières saisons estivales françaises. C’est ma vision du futur d’un secteur essentiel pour ma région et mon pays. ●

PHILIPPE OLIVIER

Le caractère totalitaire de l'UE

“ Quand vous arrivez dans le quartier européen de Bruxelles, vous comprenez immédiatement que vous pénétrez dans une technostructure froide, impersonnelle et totalitaire. Ces bâtiments immenses faits de verre et d'acier sont une parfaite représentation de ce que pourrait être un ministère de la Vérité, dans la forme comme dans le fond.

En effet, ce qui m'a frappé lors de ces deux premières années de mandat, c'est le caractère totalitaire de l'Union européenne. Peu importe le sujet, l'UE vous le prend et vous le tord afin d'y faire entrer toutes ses lubies et tous ses projets antinationaux.



Philippe Olivier est député français RN au Parlement européen.

Dans chaque rapport, dans chaque décision, vous y retrouvez les mêmes éléments : immigrationnisme débridé, écologisme délirant, déconstruction des identités nationales, impérialisme idéologique.

Chaque sujet sur lesquels j'ai pu travailler impose le même constat : l'UE dicte sa vision mondialiste ; et les peuples en subissent les conséquences. Alors même que les compétences de l'UE sont limitées par des traités, elle cherche toujours à rogner de plus en plus sur la souveraineté des États.

Gare à vous si vous n'êtes pas bien pensant ! Les Polonais et les Hongrois peuvent témoigner de l'emprise et des menaces qu'exerce l'UE sur les peuples et les gouvernements qui ne veulent pas se soumettre à l'idéologie mortifère promue par les instances européennes.

Nous pouvons espérer que si la France se dote dans les prochains mois d'un gouvernement d'union nationale, ce dernier fera pression sur cette UE totalitaire, la libérera du joug des idéologues mondialistes et la transformera en une Europe des nations libres ! ”

À la loupe : notre combat contre le Pacte pour les migrations et l'asile

Le Pacte pour les migrations et l'asile a été présenté en septembre 2020 par la Commission. Son but : créer les conditions pour favoriser une immigration de masse en Europe. À la suite de sa présentation, nous nous sommes coordonnés avec des délégations de plusieurs autres pays européens afin de lutter contre son adoption.

Ensemble, nous avons lancé le programme "Save Europe" visant à faire connaître ce projet immigrationniste. Je suis très fier d'avoir contribué à cette démarche commune aux côtés de nos collègues allemands, autrichiens, estoniens, danois, finlandais... En se coordonnant à travers l'Europe afin de défendre l'intérêt de nos nations,



et en expliquant à nos peuples respectifs les dérives totalitaires de l'UE, nous contribuons à faire émerger une Europe des nations. ●

ANNIKA BRUNA

L'absolue nécessité d'un contre-pouvoir

“ Dès mes premières semaines de mandat, j'ai eu la perception, qui n'a cessé de se confirmer, que le vrai pouvoir est aux mains des technocrates europhiles. Ce sont eux qui tirent les ficelles. La démocratie, dont ils ne cessent pourtant de se réclamer, n'est qu'un mot. L'opposition est muselée. Les débats sont pipés. On a le sentiment que “les jeux sont faits d'avance”.

Cela s'est encore amplifié avec les restrictions et confinements liés au Covid, qui a été une crise mortifère pour l'ensemble des populations européennes, à l'exception de cette technostructure qui s'est retrouvée seule aux manettes. Avec une seule obsession : profiter de ces circonstances tragiques pour accroître encore son pouvoir et aboutir le plus rapidement possible à ce qui constitue son véritable objectif : l'abolition des frontières et la fin des souverainetés nationales.

À l'exception de notre groupe, tous les élus, ou presque, ont fait allégeance à ce pouvoir non élu, décidant sans la moindre légitimité de l'avenir, et même du devenir, de nos nations. Lors des votes en plénière, qu'importe à ces “collègues” que nos droits d'opposants soient bafoués et certaines de nos interventions huées.

Voilà pourquoi j'ai aussi ressenti combien il était indispensable de relayer au niveau européen l'importance des élections européennes : même minoritaire, notre voix se fait en effet entendre. La voix des peuples souverains. Par notre travail d'opposants, nous parvenons, sinon à entraver, du moins à freiner le diktat de l'UE, mais surtout à secouer les consciences, et éveiller l'opinion. Ce travail de résistance ne peut se faire sans un nombre de députés suffisant. Les citoyens doivent en être conscients.



Annika Bruna est députée française RN au Parlement européen.

À la loupe : mon combat pour la protection animale

J e me suis particulièrement impliquée pour une cause qui m'est chère depuis toujours, comme à des millions de Français et d'Européens : la défense de la cause animale. J'y ai notamment consacré quatre questions écrites, trois tribunes et deux communiqués. Lorsque cela est possible, il faut faire évoluer vers plus d'humanité les règles en matière d'expérimentation animale. Plusieurs de mes publications le démontrent : c'est l'inertie de tout un système qui permet de poursuivre certaines de ces expérimentations, souvent d'une intolérable cruauté, alors même qu'existent bel et bien des alternatives permettant de réduire drastiquement l'utilisation d'animaux. Tout en étant plus fiables pour l'être humain. ●



JÉRÔME RIVIÈRE

Le Groupe ID en pointe contre la technostucture

“ Face à un Parlement et une technostucture fédéralistes hostiles, dont nous sommes les seuls adversaires, j’ai été tout particulièrement marqué, en tant que président de la délégation, par la compétence, la combativité et l’efficacité de nos députés – au nombre de 23, soit d’avantage que la plupart des groupes politiques à l’Assemblée nationale française.

Compétence, d’abord : par le travail de fond effectué tant en commission, dans l’hémicycle, que dans le cadre de nos multiples



Jérôme Rivière est président de la délégation française du Groupe ID.

publications, dont même nos adversaires reconnaissent, à regret, la qualité d’expertise.

Combativité, ensuite. Un seul exemple : alors que le Parlement européen a voulu profiter des restrictions liées au Covid-19 pour nous museler, nous n’avons cessé de batailler, notamment par la publication, largement reprise par les médias, de nos deux Livres noirs sur la gestion calamiteuse de la pandémie et des vaccins par l’UE (lire page 37).

Efficacité, enfin, car nos idées visionnaires infusent : nous avons ainsi, dès l’origine – moi-même m’étant rendu en Arizona et en Grèce –, soutenu le principe de “murs” anti-migrants à certaines frontières de l’Europe. Seuls contre tous à l’origine, nous sommes aujourd’hui rejoints par douze pays. Fidèles à nos engagements de campagne, nous n’avons cessé d’œuvrer à la défense des souverainetés nationales – dernièrement en faveur de la Pologne – que l’UE n’a de cesse de vouloir briser.

J’ajoute que ce travail collectif se manifeste aussi au sein du Groupe ID (70 députés) : par-delà nos différences, nous travaillons en symbiose avec les députés patriotes des neuf autres pays en faisant partie. ”

À la loupe : nos rapports et avis “arrachés” à l’hostilité du PE

Tout est fait, depuis le début, pour nous censurer de manière parfaitement antidémocratique. Afin de nous faire taire, malgré notre représentativité, les différentes instances de l’UE et les autres groupes politiques s’échinent systématiquement à tenter de nous bloquer, en

particulier pour l’octroi, en commissions, de rapports et d’avis. Grâce à notre combativité, nous sommes cependant parvenus à arracher deux rapports signés Gilles Lebreton (sur les enlèvements d’enfants et l’intelligence artificielle), ainsi que neuf avis (six du même, deux de Joëlle Mélin et un de Virginie Joron). Une



performance inédite pour nos idées en seulement un demi-mandat. ●



FREDEX - STOCK.ADOBE.COM

FRANCE JAMET

L'impact et les leçons du Brexit

“ Pour moi, le fait le plus marquant est, évidemment, le Brexit qui, cinq ans après le référendum britannique, prenait enfin acte le 1^{er} janvier 2021. C'est l'évènement majeur de ce mandat actuel, la preuve vivante et formelle qu'avec la volonté populaire et les dirigeants adéquats, s'affranchir des oukazes européistes jusqu'au retrait pur et simple de l'UE est chose possible. C'est un avertissement qu'il convient de brandir au nez de la Commission européenne si elle persiste à ignorer la volonté des peuples souverains de garder la maîtrise de leurs flux migratoires, de leur art de vivre et de leur souveraineté économique.

Du point de vue français, j'ai été particulièrement marquée, et choquée, par la façon dont l'Union européenne, par la voix de son négociateur en chef Michel Barnier, a préféré sacrifier l'intérêt de nos pêcheurs qui ont besoin de continuer d'exercer leur métier en zone britannique plutôt que de s'accorder sur un traité qui aurait pu satisfaire équitablement les deux parties. En se servant de la pêche comme variable

▲ *Le départ du Royaume-Uni, selon France Jamet, comme « un avertissement à brandir au nez de l'UE si elle persiste à ignorer la volonté des peuples souverains ».*



France Jamet est députée française RN au Parlement européen.

À la loupe : mes rencontres avec les pêcheurs français

J e voudrais tout particulièrement mettre en avant mes différentes rencontres, dans les ports de Méditerranée (Sète), d'Atlantique (île d'Yeu) ou de la Manche (Roscoff) avec des pêcheurs artisanaux, garants d'une pêche durable, locale et diversifiée que l'Union européenne met actuellement à mal en multipliant contraintes et restrictions, aussi variables qu'arbitraires. Ces pêcheurs incarnent la vision d'un métier fier et enraciné. Une vision que je partage, qui me touche, et que je suis honorée de défendre sur le terrain et dans l'hémicycle du Parlement européen. ●

d'ajustement – au bénéfice de la pêche industrielle – dans le seul but de tenter de déstabiliser le processus de sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, les négociateurs européens se sont rendus coupables d'une grande trahison envers nos travailleurs de la mer et, à travers eux, de nos peuples tout entiers. Cette façon de faire payer les travailleurs et les citoyens les plus modestes démontre la duplicité des dirigeants actuels de l'Union européenne et le peu de cas qu'ils font de ceux qui nous permettent de nous nourrir et de profiter des trésors gustatifs de la mer.

ANDRÉ ROUGÉ

Sectarisme et gouvernance de type stalinien

“ Sitôt élu, j’ai pris conscience du sectarisme et de la gouvernance de type stalinien du Parlement, notamment dans le cadre des travaux de ma commission du développement régional, où je me consacre en priorité aux territoires d’outre-mer. Cela, bien sûr, ne m’a pas surpris : c’est précisément pour lutter contre ce fonctionnement totalitaire de l’UE visant à imposer sa vision fédéraliste que les Français nous ont mandatés pour les représenter. Il n’empêche : j’y ai découvert un niveau d’ostracisme encore supérieur à ce que j’avais imaginé !



André Rougé
est député français
RN au Parlement
européen.

Tout un symbole : le président de ma commission est le mélanchoniste Younous Omarjee, alors même que la liste LFI n’a obtenu que 6 % des voix aux dernières européennes – soit près de quatre fois moins que la nôtre !

Avec son allié... LREM Stéphane Bijoux (groupe Renew), ils se sont entendus pour m’empêcher d’intégrer l’intergroupe sur les régions ultrapériphériques – sujet dont je suis pourtant expert pour en avoir eu la charge au sein de plusieurs ministères. Outre ce refus, et celui de m’accorder des prises de parole, ils se sont de même systématiquement opposés à mes amendements, y compris les plus “humanistes”, tel l’un d’eux proposant, en pleine crise sanitaire, de favoriser un plus large accès à l’eau courante en Martinique, Guadeloupe et à Mayotte.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, ma commission a en revanche approuvé la baisse des budgets accordés à l’Outre-mer, qui passeront de 4,3 milliards d’euros à 1 milliard au cours des cinq prochaines années.

La plupart du temps, tout se déroule selon la procédure du vote bloqué, une sorte de 49-3 à la sauce européenne. Sauf que la commission, elle, n’engage jamais sa responsabilité... ”

À la loupe : mon amendement pour la création d’une Agence européenne de la mer

J’ai déposé avec Mathilde Androuët un amendement susceptible de répondre à nombre de problématiques spécifiques aux territoires d’outre-mer, mais aussi aux nations maritimes dans leur ensemble : la création d’une Agence européenne de la mer. Calquée sur le

modèle de l’Agence spatiale européenne, basée à Kourou, celle-ci fonctionnerait non sous la tutelle de l’UE, mais par le biais d’accords entre nations. J’ai choisi cet exemple, pour démontrer l’ostracisme idéologique de l’UE : alors qu’en privé, nombre de députés m’ont fait part de leur approbation, voire de leur



enthousiasme, l’amendement n’a... même pas été examiné ! ●

MATHILDE ANDROUËT

Le fédéralisme à marche forcée

“ Impossible, en siégeant ici, de ne pas être stupéfait par la prégnance de l'idéologie dominante qui s'infiltré dans les moindres recoins des procédures du Parlement et de la Commission. Tout est orienté vers l'ouverture ou la disparition des frontières, l'accueil inconditionnel des migrants, l'intégration économique et l'harmonisation sociale, dans le but d'aboutir au fédéralisme à marche forcée.

La Délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à laquelle j'appartiens rassemble différents députés européens qui, certes, évoquent de temps à autres les problématiques asiatiques, mais sont surtout là pour promouvoir une ingérence de l'UE en guerre contre les idées souverainistes.

Ce type de comité Théodule assume clairement l'idéologie mondialiste : il y a un peu plus d'un an, son président, l'Allemand Daniel Caspary, est allé jusqu'à proposer de mettre en place une assemblée interparlementaire entre l'ANASE et l'UE, soit rien de moins que les prémices d'une autorité mondiale.

Le respect des règles les plus élémentaires n'a plus cours dès lors qu'il s'agit de promouvoir cette pensée dominante. Les députés n'ont ainsi pas hésité à passer outre une loi relative à l'attribution des postes et des rapports afin d'interdire au RN et à nos alliés de la Lega d'exercer leur légitime influence.

Autre exemple : certains élus refusent de lire les amendements de nos députés. Une attitude anti-démocratique qui bafoue la volonté des peuples, dont témoignent encore les multiples débats, résolutions ou sanctions contre tel ou tel pays qui ne respecterait pas les droits de l'Homme. Je pense notamment à la Pologne, particulièrement attaquée sur cette question : les pressions



Mathilde Androuët
est députée française
RN au Parlement
européen.

À la loupe : notre défense de la valeur sociale de l'emploi des femmes

Nous avons défendu l'idée de la valeur sociale des emplois faiblement rémunérés qui sont occupés majoritairement par des femmes. La commission du développement régional (REGI) a, quant à elle, une vision extrêmement binaire, en décalage avec la réalité, de la vie professionnelle des femmes : toutes les femmes (pas plus que les hommes) ne peuvent être des chefs d'entreprise ! Nous devons régulièrement veiller à ce que celles qui ont choisi de se consacrer à leur rôle de mère de famille ne soient pas oubliées. Nous devons protéger les femmes qui, pour maintes raisons, occupent un emploi moins rémunéré. Et dont personne, au PE, ne se soucie. ●



BNENNIN - STOCK.ADOBE.COM

et les tentatives d'ingérence ne cessent de s'accroître sur son gouvernement. Pourtant démocratiquement élu.

JEAN-LIN LACAPELLE

Un caractère hors-sol, une nature froide et carcérale

“ Étant arrivé après le Brexit, et quasiment au moment précis où le Covid-19 a commencé à frapper, il m'est difficile de penser à un autre événement que cette pandémie mais à cette occasion, une chose m'a tout particulièrement impressionné : le fonctionnement de la technocratie européenne. Par “technocratie”, je veux parler de la capacité à diriger par les seules normes techniques, de manière presque mécanique. C'est ce qui s'est passé. Pendant presque deux ans,



Jean-Lin Lacapelle est député français RN au Parlement européen.

l'Union européenne a en effet fonctionné sans politique. Les députés ne siégeaient pas, les bureaux étaient fermés, le personnel en télétravail, et il s'ensuivit des mois d'inactivité totale; pourtant, le Parlement a fonctionné en se créant de nouvelles compétences en matière de santé – et tout cela sans politique.

C'est ce que je trouve le plus marquant : par le seul jeu des règles juridiques qu'elle a mises en place, et de l'administration qu'elle entretient, l'Union européenne a fabriqué des textes de manière industrielle, et a fonctionné par inertie sans les citoyens, et sans leurs représentants élus. Cela est symptomatique de son caractère hors-sol, et révélateur de sa nature froide et carcérale : c'est comme si les peuples ne comptaient pas dans l'avancée de l'europhisme.

Aujourd'hui, les majorités de droite et de gauche ont recommencé leur tapage idéologique, mais j'ai pu discerner que, derrière ce bruit politique temporaire, l'Union européenne a des tendances de fond qui avancent toutes seules, lentement mais sûrement. C'est à elles que nous devons nous attaquer.”

À la loupe : ma proposition de résolution contre les “Loups gris” turcs

Malgré la pandémie, j'ai eu beaucoup d'activités sur des sujets allant du numérique à la souveraineté industrielle européenne, mais je retiens plus particulièrement ma proposition de résolution du 12 novembre 2020 sur les “Loups gris”, groupe terroriste paramilitaire turc qui venait d'organiser des attaques anti-Arméniens

en France. J'ai appelé à inscrire cette organisation sur la liste des groupements terroristes de l'UE. Après l'avoir classée sans suite, le Parlement a finalement adopté le 19 mai 2021 une résolution sur la Turquie reprenant ma demande. Puisque l'idée émanait de notre groupe, nos adversaires ne l'avaient pas adoptée, mais ils en ont tout



EMRAH GUREL/AP/ISTIA

de même reconnu la valeur et l'ont fait triompher, ce qui est l'essentiel. ●



Internet, vos idées en ligne

Réseaux sociaux. Retrouvez l'actualité de vos députés sur notre site, entièrement remanié, *id-france.eu*. Mais aussi des centaines d'interventions, de rencontres, d'argumentaires, de publications et de vidéos...

► UN NOUVEAU SITE, PLUS PRATIQUE ET PLUS LUDIQUE

À l'occasion de cet anniversaire de mi-mandat, la délégation française du Groupe ID a totalement renouvelé son site. Objectif : plus de clarté, de lisibilité et, surtout, d'informations. Objectif atteint. Pour preuve : depuis sa rénovation, *id-france.eu* connaît une explosion de sa fréquentation et du nombre de ses pages lues.

► TOUTES LES ACTUS DE VOS DÉPUTÉS

Sur cette nouvelle page, retrouvez toutes les actualités de nos députés, leur travail parlementaire, leurs tribunes, leurs passages dans les médias, etc. Les nombreuses vidéos de leurs interventions ainsi que les émissions *Vu d'Europe*, pendant du magazine (*lire encadré ci-contre*), sont en accès direct. Un petit clic pour être au cœur du combat politique mené par nos députés à Strasbourg et à Bruxelles.

► NOS PUBLICATIONS À TÉLÉCHARGER

Après deux ans et demi de travail, les publications thématiques, les magazines, les livrets conférence, les livres noirs, se sont multipliés (*lire page 34*). Ils sont maintenant tous disponibles en téléchargement libre. De l'élargissement de l'UE vers les Balkans, en passant par la nouvelle Pac, la surpuissance des Gafam, ou encore la catastrophique stratégie vaccinale de l'UE, la Délégation française a choisi de mettre à portée de main les enjeux politiques d'aujourd'hui et de demain.

► FACEBOOK, TWITTER, INSTAGRAM...

Suivez-nous aussi sur Facebook, Twitter et Instagram aux adresses suivantes : **f** @IDgroupEP **t** @IDGroupET **@** @idgroupep

VICTORIA DE VIGNERAL

Vu d'Europe, version TV

Le magazine que vous tenez entre les mains possède son pendant télévisé. Lors de chaque session parlementaire, le magazine *Vu d'Europe* prend en effet forme télévisuelle le temps d'une interview-débat où nos députés se sont succédés durant ces deux ans et demi de mandat. Toutes nos émissions sont disponibles pour donner l'actualité politique de l'UE "à chaud". Des débats souvent passionnés prennent place sous l'œil de la caméra dans un format condensé d'environ un quart d'heure. Vous pouvez les retrouver en replay sur le nouveau site de la délégation et sur nos réseaux sociaux. **V. DE V.**



Marco Zanni: “Un chemin com

Grand témoin. Président du Groupe ID, et de ses soixante-dix députés Marco Zanni, 35 ans, est membre de la Lega (Italie). « Avec les députés

► Comment concevez-vous votre rôle de président du Groupe ID ?

Lorsque nous avons décidé de fonder le Groupe ID en 2019, nous savions que les défis seraient nombreux, notamment en ce qui concerne l'attitude des partis majoritaires, risquant d'appliquer un “cordon sanitaire” à nos initiatives. Je ne me suis malheureusement pas trompé à ce sujet. Il n'empêche : deux ans et demi après ma nomination au poste de président, je suis fier du chemin parcouru, et particulièrement honoré de poursuivre ma tâche dans ce rôle comportant d'importantes responsabilités, mais aussi de nombreuses satisfactions.

► Quelle est votre vision d'un État-nation au sein d'une Europe des nations ?

C'est, pour répondre brièvement, la vision d'un État qui, tout en maintenant sa propre identité, contribue de manière décisive au bien de ses citoyens en s'insérant dans un contexte de coopération avec d'autres États.

► De quelle manière se déroule votre travail au quotidien avec les différentes délégations ?

J'essaie toujours de servir de médiateur entre les demandes et les besoins des différentes délégations composant le Groupe ID. Le respect des particularités des différentes nations est la base de nos principes ; et je dois dire que nous sommes probablement l'un des rares groupes au Parlement européen à appliquer

Marco Zanni.

« Ce n'est pas un hasard, assure-t-il, si, en Italie, pour parler des Français, nous utilisons le terme “cousins” » ▼

cette vision dans la pratique. Ce n'est certes pas toujours aisé, mais le respect mutuel et le climat de dialogue constant que nous sommes parvenus à instaurer permettent le plus souvent de résoudre de nombreux petits problèmes.

► Quel rapport particulier entretenez-vous avec notre délégation française ?

Notre collaboration a toujours été excellente. Nous avons du reste une tradition bien établie puisque nous n'en sommes pas à la première législature ensemble. La communication et les échanges de vues avec la délégation française sont constants, non seulement entre les députés, mais aussi au niveau des équipes. Chacun s'attache, à sa mesure, à y contribuer positivement. Et j'essaie, quant à moi, de toujours écouter les opinions de chacun avant de prendre des décisions partagées.

► Existe-t-il, selon vous, un “style” ou des préoccupations plus typiquement françaises par rapport aux autres délégations ?

Si le style français est connu dans le monde entier, il y a bien une raison ! C'est une bonne compétition avec le “style italien”... Plus sérieusement, chaque délégation a ses propres particularités, et je trouve

mun avec nos amis français”

issus de dix pays, dont notre délégation française, *français, dit-il, notre collaboration est excellente. »*

que ces différences constituent davantage un stimulant qu’une limitation.

► De manière plus personnelle, quelle image avez-vous de la France en tant que pays ?

La France et l’Italie se ressemblent beaucoup plus qu’on ne le pense. Au-delà de la beauté du territoire, de la richesse culturelle et des délices alimentaires et vinicoles que nous partageons, je crois que l’affinité entre nos deux pays est particulière. Ce n’est pas un hasard si, en Italie, pour parler des Français, nous utilisons le terme “cousins”...

► Qu’est-ce qui incarne le mieux pour vous ce lien entre l’Italie et la France ?

Je pense que la beauté est la caractéristique qui unit le plus nos deux pays. D’un point de vue plus politique, je suis convaincu que l’axe Rome-Paris sera fondamental pour l’avenir de l’Union. Nous devons tout faire pour construire un chemin commun avec nos alliés français afin de porter plus efficacement notre vision de l’Europe. Et je suis très confiant sur le fait que nous réussirons ensemble dans ce projet.

► Revenons à vous. En tant qu’Italien, comment définiriez-vous votre mission de parlementaire représentant votre pays ?

Représenter l’Italie au Parlement européen est une immense responsabilité, mais c’est surtout un honneur qui me donne l’opportunité d’agir concrètement au service de mon pays. J’essaie chaque jour de travailler au mieux de mes capacités, et dans le respect de la confiance que nos électeurs ont choisi de me donner lors des dernières élections européennes.

► Quel est, selon vous, le rapport des Italiens à l’Union européenne, mais aussi,

Verbatim

La communication et les échanges de vues avec la délégation française sont constants, non seulement entre les députés, mais aussi au niveau des équipes.

Marco Zanni,
président
du Groupe ID

de manière plus large, à la civilisation européenne et à son histoire ?

Parmi les pères fondateurs de l’Europe figurent de nombreuses personnalités issues de la politique et de la culture italiennes. Je crois que l’Europe ne peut se passer de l’Italie et que mon pays a contribué de manière décisive à la construction d’un chemin de démocratie qui nous a permis d’être libres. C’est aussi pour cette raison que, chaque fois que l’on tente d’imposer une vision univoque depuis les palais de Bruxelles, je pense au mal dont les bureaucrates portent la responsabilité non seulement vis-à-vis des citoyens européens, mais aussi de la mémoire de nos pères fondateurs.

► Que faudrait-il changer ou mettre en œuvre immédiatement dans le cadre de la construction d’une Europe des nations ?

Tout d’abord, nous avons besoin d’un retour aux valeurs traditionnelles et au respect des particularités de chaque État. La voie de la platitude idéologique que les institutions de l’UE et le Parti populaire européen persistent à proposer comme unique solution à tous les problèmes a démontré toutes ses faiblesses. Ce qui n’est pas compris, c’est que l’Europe des nations n’est pas une menace, tout au contraire : il s’agit du dernier espoir pour que la coopération entre les différents pays soit effective et efficace. La centralisation et le modèle de super-État européen ont échoué. En matière de relance économique, de défense des frontières, d’urgence face aux pandémies et de politiques climatiques, l’Europe est à la traîne. Et ce n’est pas la direction actuelle d’un modèle unique pour tous qui résoudra ces problèmes.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT HUSSER

Cahiers thématiques, paroles d'experts !

Enquêtes. Objectif des “cahiers de la délégation RN du Groupe ID”, réalisés par nos députés et leurs équipes : approfondir un sujet. Et pour mieux lui apporter des solutions.

► L'ASILE, GÉNÉREUSE FILIERE D'IMMIGRATION

Par **Nicolas Bay**, octobre 2019



Si la question migratoire occupe le devant de la scène, c'est d'abord en raison de la gestion désastreuse de l'UE, ouvrant toutes grandes ses frontières aux (pseudos) demandeurs d'asile, en particulier depuis la décision d'Angela Merkel d'en accueillir plus d'un million en 2015. Coût exorbitant, insécurité, terrorisme... : l'Europe paie le prix de l'idéologie de ses dirigeants. Pourtant, des solutions existent.

► BALKANS OCCIDENTAUX, L'ÉLARGISSEMENT À MARCHÉ FORCÉE !

Par **Dominique Bilde**, juillet 2020



Corruption, islam radical, trafics en tout genre... : engagé depuis 2003, et entériné depuis 2020, l'objectif d'élargir l'UE à l'Albanie et à la Macédoine du Nord (qui ont déjà reçu 1,25 milliard d'euros chacun au titre de leur “préadhésion”) menace d'importer en Europe les maux de ces pays. Sans oublier l'immigration de peuplement qui en découlera.

► ZONE EURO : CONVERGENCES, DIVERGENCES ET RÉALITÉS

Collectif, octobre 2020



Vingt ans après la création de l'euro, et de sa zone, l'occasion de revenir dans le détail sur la genèse d'un des faits économiques les plus marquants de l'histoire contemporaine. L'occasion aussi de se pencher sur sa véritable origine, l'idéologie mondialiste, son fonctionnement, ainsi que sur son bilan, pays par pays.

► L'ALBANIE, UN DANGER POUR L'UNION EUROPÉENNE ?

Par **Thierry Mariani**
et **Dominique Bilde**, janvier 2021



Proximité islamiste avec la Turquie du sultan Recip Erdogan, action néfaste lors de l'éclatement de la Yougoslavie, laxisme de l'État vis-à-vis des toutes puissantes mafias, réseaux criminels, trafics de drogue et d'êtres humains... contrairement à ce que lui a laissé miroiter Emmanuel Macron en 2020, « l'Albanie n'a aucunement vocation à intégrer l'Union européenne ».



À lire

*Tous nos cahiers
sont en libre accès
et téléchargeables
sur notre site
id-france.eu
Pour les recevoir
par courrier :
[laurent.husser@
europarl.europa.eu](mailto:laurent.husser@europarl.europa.eu)*

► TRANSPORTS : L'UNION EUROPÉENNE ET SES CONTRADICTIONS ÉCOLOGIQUES

Par **Aurélia Beigneux**, février 2021



Plutôt, comme le fait l'UE au nom de la défense de l'environnement, que de s'en prendre par tous les moyens (taxes, limitations de circulation, etc.) au transport automobile, des solutions "positives" existent : prévention, recherche, localisme. Plutôt que l'écologie punitive, l'écologie constructive !

► PÉNURIE DE MÉDICAMENTS ET DE VACCINS EN FRANCE ET EN EUROPE : "L'EFFET COVID"

Par **Joëlle Mélin**, mars 2021



La crise du Covid a été le révélateur de notre dépendance à l'égard de l'étranger, concernant les matières premières actives des médicaments, les vaccins et nombre de dispositifs médicaux, tels les aspirateurs ou les tests. D'où, notamment, les pénuries... Comment en est-on arrivé là ? Et comment pallier, en relocalisant, à cet « éclatement mondialisé du circuit du médicament » ?

► LE LIBRE-ÉCHANGE : ENTRE ÉCONOMIE ET RELIGION

Par **Hervé Juvin**, septembre 2021



Ayant détruit la base industrielle de régions entières, le libre-échange dément cruellement, par son bilan-vérité, les fausses promesses placées en lui. Facteur de paupérisation, de pertes de souveraineté nationale, et même menace pour la démocratie, ce libre-échangisme dogmatique doit laisser la place à un "juste échange".

► SAHEL, LA FRANCE FACE AU TERRORISME ISLAMISTE

Par **Dominique Bilde**, septembre 2021



Comment l'intervention française au Mali de 2012, d'abord couronnée de succès, s'est muée en enlèvement dans toute la région, en raison de l'absence de volonté politique de la France et de solidarité concrète de l'UE. Alors que plus de cinquante de nos soldats sont tombés au Sahel, le borbier est devenu un terrible piège, où la France et l'Europe se sont décrédibilisées et fragilisées.

► LES GAFAM, NOUVEAUX MAÎTRES DU MONDE ?

Par **Virginie Joron**, octobre 2021



Un état des lieux saisissant de l'Europe, « *nain numérique* » confronté à la toute-puissance des Gafam et, de plus en plus, des entreprises chinoises. Violation de la vie privée, abus de pouvoir, censure, éviction fiscale... : telles sont les conséquences de l'absence de volonté politique de l'UE ayant laissé s'imposer ce « *cheval de Troie* ».

► NUMÉRIQUE : COMMENT GAGNER LA GUERRE CONTRE LES GAFAM

Par **Jean-Lin Lacapelle**, octobre 2021



C'est sur des fondements on ne peut plus concrets (hébergeurs, terminaux, câbles, mais aussi entreprises, capitaux, régulateurs, etc.) que le virtuel a pris une place centrale. Or la totalité, ou presque, de ces équipements et structures sont aux mains de sociétés étrangères. Il est temps, pour l'Europe, de se doter des moyens de sa souveraineté numérique.



Notre dernier cahier

Encadrement légal de la pornographie et protection des mineurs dans l'UE

Par **Catherine Griset et Jean-Lin Lacapelle**, décembre 2021

Alors qu'en France, près... d'un tiers des enfants de moins de douze ans a déjà été exposé à des images pornographiques sur les réseaux sociaux, ce véritable fléau, transformant la femme en objet et les dérives en normalité, est ignoré par la bien-pensance. Quid des législations en Europe ? Comment renforcer la prévention et les sanctions pénales ?

»

► LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE PEUT-ELLE ENCORE SAUVER L'AGRICULTURE FRANÇAISE ?

Par Gilles Lebreton, novembre 2021



En crise depuis une trentaine d'années, l'agriculture française est notamment victime de la Politique agricole commune qui, de protectionniste à ses débuts (1962), s'est muée en instrument ultra-libéral dans les années 1990. Pour autant, tout espoir n'est pas perdu : encore timide, la réforme de la PAC de 2021 laisse augurer quelques améliorations. Mais il ne doit s'agir que d'un début.

► VERS UN PRINTEMPS DES ABEILLES

Par Anika Bruna, novembre 2021



En trente ans, 80% de la biomasse des insectes volants a disparu en Europe. Principales victimes : les abeilles. Victimes collatérales : le secteur apicole, mais aussi les espèces végétales et cultures - dont la reproduction dépend jusqu'à 80% des insectes pollinisateurs. Responsable, en grande partie, de ce désastre : le libre-échange effréné. Faute de nouvelles réglementations, c'est la survie même de la planète qui est en jeu.

► L'UNION EUROPÉENNE FACE AU TERRORISME

Par Jean-Paul Garraud, novembre 2021



Confronté à l'immensité du péril terroriste islamiste, responsable de près de 800 morts en Europe au cours de ces dernières années, l'UE est dans le déni, amplifiant sa politique d'accueil des migrants. État des lieux de la menace terroriste, y compris d'extrême-gauche, en Europe, et propositions concrètes pour y remédier.

A. F.

Nouveau mag, nouveaux défis

Vu d'Europe. Lancé en 2020, notre magazine se veut à la fois un trait d'union entre nos électeurs et leurs élus et un organe de combat au service de nos idées. Secrets de fabrication.

« **M**ieux connaître nos 23 députés, leurs actions au quotidien et nos batailles communes à Bruxelles

et Strasbourg » : tel a été le défi lancé au Groupe ID par Jérôme Rivière en décidant, fin 2020, de la publication tous les trimestres d'un nouveau magazine. Défi relevé : avec six numéros déjà publiés, dont ce hors-série, chacun tiré à 70 000 exemplaires, *Vu d'Europe* s'est imposé au sein des instances européennes, et dans le débat politique, comme un outil incontournable de réflexion et de promotion de nos idées.

Parce que cette bataille des idées ne saurait être dissociée de ceux qui s'y dévouent, tous nos députés ont accepté de s'y livrer de manière plus intime au travers d'un "questionnaire de Proust" publié en fin de chaque numéro : vertus, qualités et occupations préférées, goûts, héros et héroïnes dans la vie réelle et la fiction, personnages et faits historiques les plus admirés...

L'occasion, derrière chaque élu, de découvrir l'homme ou la femme auxquels nos électeurs ont confié la lourde tâche de les défendre. Mais aussi de percevoir, par-delà leur diversité de parcours, de sensibilité ou de génération, l'indispensable "tronc commun" de valeurs les animant : passion

Le chiffre

70 000

C'est le nombre d'exemplaires de chaque numéro de Vu d'Europe. Comme toutes nos publications, ce magazine est aussi consultable, et téléchargeable, sur notre site id-france.eu.



de la France, amour de ses racines et de sa culture, volonté de servir...

Pour autant, c'est évidemment, et d'abord, les actions menées par chacun d'entre eux dans le cadre de leurs commissions et délégations, que nous avons voulu privilégier. D'abord par le biais de dossiers de "une" leur donnant la parole, en fonction de leur expertise; ensuite par celui d'articles rendant compte de leurs activités; enfin par la publication de tribunes, permettant de creuser tous les sujets.

Économie, santé, agriculture, politique étrangère, immigration, environnement... : aucun thème à enjeu européen qui n'ait été abordé, disséqué, et fait l'objet de propositions concrètes.

À l'appui de cette mise en perspective de notre travail parlementaire, *Vu d'Europe* c'est aussi de grands entretiens, tel celui, ayant secoué les consciences, de Monseigneur Najeeb, archevêque de Mossoul, par ailleurs invité d'honneur d'une conférence du Groupe ID (*lire encadré ci-dessous*), appelant, dans notre numéro 2, les Européens à ne « pas devenir minoritaires sur

Livres noirs, les députés mènent l'enquête

Publiés en juillet 2020 et juin 2021, les deux Livres noirs du Groupe ID consacrés à la gestion calamiteuse de la crise du Covid19 par l'UE, dont le second sur sa stratégie vaccinale, ont été largement relayés par la presse et les réseaux sociaux. Concernant le même sujet, le groupe a aussi publié une

brochure intitulée *Covid-19, les nations européennes à l'épreuve*, comparant les politiques suivies dans les différents pays de l'UE. Autres Livres noirs : ceux consacrés au Brexit (*Le Brexit, un tournant dans l'histoire de l'Europe*) de Jérôme Rivière et au travail détaché en France (*25 ans de dumping social*) de France Jamet. **A. F.**



leur propre sol». Preuve du succès qu'il rencontre, très au-delà du RN, *Vu d'Europe* passera, dès le prochain numéro, de 32 à 36 pages. **A. F.**

Grands témoins rencontres, colloques et conférences

12 : c'est, malgré les restrictions et confinements, le nombre de conférences publiques autour d'intervenants prestigieux, organisées par le Groupe ID au cours de ce mi-mandat. Outre leur diffusion sur le site *id-france.eu*, plusieurs ont fait l'objet de brochures dédiées dont *Où va la Turquie?* (octobre 2019), *Quel avenir pour le Liban?* (novembre

2019), *Monseigneur Najeeb Moussa, archevêque de Mossoul* (octobre 2020) (*photo*) et *Les*



réseaux des Frères musulmans en Europe (novembre 2021). En plus de ces conférences, le groupe a organisé de nombreux colloques : à l'étranger, en particulier à Londres sur le Brexit, ainsi qu'au Parlement européen, dans le cadre des "Mardis de Bruxelles", où ont été notamment reçus Helena Perroud, spécialiste de la Russie, et le colonel Jacques Hogard, expert sur la question des Balkans. **A. F.**

10 votes et combats législatifs décisifs

En première ligne. Depuis deux ans et demi, des milliers de textes ont été présentés, débattus, votés ou combattus par nos députés. Sélection, non exhaustive, des plus saillants. Visant, toujours, au même objectif : la défense des souverainetés et de l'intérêt de la France et des Français.

1 ADHÉSION DE LA TURQUIE, C'EST NON !

Contrairement à d'autres, le Groupe ID a toujours, et unanimement, voté contre tous les textes mentionnant l'entrée de la Turquie dans l'UE, notamment le dernier rapport de la Commission sur ce pays. Non seulement la Turquie n'est pas européenne, mais son adhésion provoquerait de nouveaux flux migratoires et un coup d'accélérateur à l'islamisation.

2 UNE TAXE CARBONE POUR PROTÉGER NOS MARCHÉS

Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (taxe carbone) permet de taxer les produits importés à haute densité carbone, responsables de délocalisations d'industries européennes vers des pays moins "regardants" sur le plan écologique. En déposant des amendements protectionnistes, nous avons notamment proposé que ces revenus soient redistribués aux États membres à hauteur de leur contribution au budget de l'UE.

3 PRÉSERVER L'AUTONOMIE MILITAIRE DES ÉTATS MEMBRES

S'il est un domaine régalien particulièrement menacé par le fédéralisme, c'est la Défense. Nous avons donc sans cesse combattu tous les textes phagocytant

Le chiffre

60

C'est le nombre de résolutions déposées par nos députés au cours de ce mi-mandat (chiffre arrêté au moment de notre bouclage). Parmi elles : la responsabilité de l'UE pour ses subventions aux ONG complices de passeurs, la création d'un fichier centralisé des (pseudos) mineurs clandestins, mais aussi le soutien aux chrétiens persécutés dans le monde, ou encore le maintien d'un débat démocratique libre sur les réseaux sociaux.

l'autonomie des États membres. Ainsi du Fonds européen de défense (Fed), qui, sous la tutelle de la Commission, entend « *euro-péaniser les équipements militaires* ».

4 LIER LES AIDES AU DÉVELOPPEMENT À LA GESTION DES MIGRATIONS

L'UE étant le premier donateur au monde en matière d'aides au développement, il y a urgence à conditionner ces aides aux pays en voie de développement en fonction de la gestion des flux migratoires qu'ils devraient mettre en place. Nous avons ainsi pu faire voter un amendement essentiel, liant ces aides aux pays les plus pauvres (notamment d'Afrique) à une police plus ferme à leurs frontières.

5 RETROUVER NOTRE SOUVERAINETÉ SANITAIRE

La pénurie de médicaments en Europe ayant été encore aggravée par la crise du Covid-19, nous avons activement participé, via plusieurs propositions, à améliorer plusieurs textes sur la mise en place d'une stratégie industrielle pharmaceutique. Objectif : permettre aux États membres de recouvrer leur souveraineté sanitaire par le biais d'une réduction de notre dépendance à l'égard de pays comme l'Inde et la Chine, ainsi qu'en assurant une meilleure coordination entre pays de l'UE.

ENCADRER ET SÉCURISER L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le rapport de notre député Gilles Lebreton sur l'usage de l'intelligence artificielle (IA) à des fins militaires, ainsi que dans les domaines de la justice et de la santé, a été adopté – une première pour notre groupe. Son but : imposer des règles garantissant le respect de la dignité humaine et la soumission obligatoire de ces systèmes à un contrôle humain.

CONTRE DE NOUVELLES VOIES LÉGALES DE MIGRATION

Parce qu'elles créent de nouveaux "appels d'air", nous nous sommes toujours opposés aux nombreuses propositions de résolutions visant à développer de nouvelles voies légales pour la migration de travail dans l'UE. Notre délégation a aussi déposé plusieurs amendements visant notamment à réclamer à la Commission le financement de barrières physiques aux frontières de l'Union.

SOUTIEN À L'ÉTAT DE DROIT EN POLOGNE

À la suite de la décision du tribunal constitutionnel polonais d'affirmer la primauté de son droit sur celui de l'UE, celle-ci s'est lancée dans un énième chantage contre ce pays, aboutissant en particulier au dépôt d'une résolution déplorant une « crise de l'état de droit ». En réponse, nous avons déposé une résolution alternative soulignant que l'UE n'est pas une superpuissance mais une alliance d'États souverains. Et que cette décision polonaise est en tout point conforme à de précédents textes adoptés par d'autres cours et tribunaux constitutionnels européens.

DÉFENDRE NOS AGRICULTEURS

Si le résultat final est loin de nous satisfaire dans sa globalité, nous sommes cependant parvenus à influencer sur la nouvelle Politique agricole commune (Pac), qui entrera en vigueur en 2023. Contrairement à ses devancières, celle-ci offrira davantage de libertés aux États membres pour définir leurs priorités agricoles, proposera une « réserve financière de crise », ainsi que des aides spécifiques pour les jeunes chefs d'exploitation.



EUROPEAN UNION 2019 - SOURCE: EP

METTRE FIN À LA DOMINATION DES GAFAM EN EUROPE

Aiguillés et votés par nos députés, plusieurs textes essentiels sur le numérique ont été adoptés depuis le début de cette législature, dont la loi sur les services numériques (DMA), encadrant les responsabilités des fournisseurs de services et visant à briser le monopole des Gafam de la Silicon Valley. Nous avons pu y faire ajouter des mesures protégeant les consommateurs et les entreprises, notamment par la restriction des acquisitions prédatrices. **LAURENT HUSSER**

▲ Hémicycle du Parlement européen. Face à une majorité hostile, nos députés ont multiplié les actions et propositions.



L'EUROPE *une civilisation*

